

NOTE RAPIDE

DE L'INSTITUT D'AMÉNAGEMENT ET D'URBANISME - ÎLE-DE-FRANCE N°716



ÉCONOMIE

Mai 2016 • www.lau-idf.fr

LES TRAJECTOIRES DE L'ÉCONOMIE FRANCILIENNE

6,1 millions
D'EMPLOIS EN ÎLE-DE-FRANCE

31 %
DU PIB NATIONAL

887 750
ENTREPRISES

DYNAMISME DES RÉSEAUX, INNOVATION, CRÉATIVITÉ CULTURELLE, COMPÉTENCES HUMAINES... L'ÉCONOMIE FRANCILIENNE EST PUISSANTE ET PERFORMANTE. CEPENDANT, AU-DELÀ DE LA GESTION DE LA CRISE DE 2009, LES DÉFIS LIÉS AUX TRANSFORMATIONS PROFONDES DE L'ÉCONOMIE SONT NOMBREUX, TELS LA CONCURRENCE INTERNATIONALE RENFORCÉE, LES ENJEUX SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX, ET LA GÉNÉRALISATION DU NUMÉRIQUE.

Moteur de l'économie nationale, porte d'entrée d'un monde globalisé et compétitif, l'Île-de-France occupe un rôle particulier en France. Cette ouverture exceptionnelle est une source de dynamisme économique, mais elle accentue également les transformations économiques et géographiques ainsi que la montée des inégalités sociales, paradoxes que l'étude de l'IAU îdF met en évidence [IAU îdF, 2016].

Depuis le début des années 2000, l'économie francilienne a affronté simultanément l'une des plus graves crises économiques de ces cinquante dernières années, ainsi qu'une mutation profonde à la fois économique et sociétale. Les conséquences de cette période particulière sont directement visibles sur le territoire régional, de l'hypercentre à la couronne rurale, en passant par les territoires concernés par le développement du futur Grand Paris Express. Naissance « d'usines à start-up », apparition de nouveaux quartiers de bureaux et parcs d'affaires, développement de nouvelles offres culturelles, ou encore création d'unités de méthanisation dans des fermes franciliennes : la liste est longue. Cette dynamique est porteuse d'opportunités, mais cette période est également marquée par les défis posés par l'augmentation de la pauvreté en Île-de-France, les conséquences de la fermeture d'entreprises, y compris emblématiques comme le site d'Aulnay, ou encore les difficultés sociales rencontrées par les Franciliens dans certains quartiers ou territoires ruraux.

L'ÉCONOMIE D'UNE RÉGION-MONDE

L'Île-de-France est une région économique puissante, à l'échelle nationale, européenne et mondiale. Avec 22 % des emplois de la France, pour 19 % de la population, elle produit 31 % du PIB national. Elle représente 4,7 % du PIB et 7 % des dépenses de R&D de l'Europe et se positionne dans différents classements parmi les cinq régions les plus compétitives à l'échelle mondiale. Quelques indicateurs illustrent cette position. L'Île-de-France représente 6,1 millions d'emplois, autant que



SCHÉMA RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, D'INNOVATION ET D'INTERNATIONALISATION (SRDEII)

Depuis l'acte III de la décentralisation, les régions ont l'obligation d'établir un schéma qui définit les orientations stratégiques en matière d'aide aux entreprises, la stratégie régionale de soutien aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux entreprises de taille intermédiaire, un plan régional pour l'internationalisation des entreprises intégrant des objectifs de développement à l'export, ainsi qu'une stratégie régionale d'innovation. La Région Île-de-France engage actuellement une première phase de concertation pour l'établissement de la stratégie régionale pour la croissance et l'emploi 2016-2021 (apportez votre contribution sur le site de la Région Île-de-France : <http://bit.ly/1sAJPMo>).

l'aire métropolitaine de Los Angeles, se classe en seconde position en Europe pour l'accueil d'entreprises étrangères, mais concentre aussi près de 900 000 entreprises, plus de 100 000 chercheurs, et 40 % des dépenses nationales de R&D.

Son attractivité repose également sur sa richesse culturelle et touristique, avec des sites et événements mondialement connus. En 2015, les nuitées touristiques (affaires et loisirs) se sont élevées à 170,8 millions. Les arrivées de jeunes actifs ou d'étudiants, 57 000 environ chaque année dans les années 2000, s'expliquent par la vitalité du bassin d'emploi et la présence de 16 universités et 60 grandes écoles. L'étude souligne le dynamisme des réseaux, la force régionale d'innovation, la créativité culturelle, le niveau élevé de qualification des actifs, la qualité de l'immobilier d'entreprise, les infrastructures. Cette attractivité repose sur la renommée de la capitale, sur des pôles internationalement reconnus comme la ville de Paris, le Grand Roissy, la Défense ou Paris-Saclay, mais également sur de nombreux territoires infrarégionaux, qui participent au fonctionnement, à la performance et à la diversité de l'économie régionale.

LA CRISE, MIEUX AMORTIE PAR L'ÎLE-DE-FRANCE, A LAISSÉ DES TRACES

Au cours des dix dernières années, deux grands phénomènes ont agi sur l'économie régionale : la crise économique et des transformations sur longue période.

En 2008-2009, la crise a touché toutes les régions françaises, se traduisant par une baisse du PIB et de l'emploi et, à l'inverse, une croissance du nombre de demandeurs d'emploi et du taux de chômage. Ainsi, la diminution de l'emploi a été un peu moins marquée : -0,6 % en moyenne par an, sur 2008 et 2009, au lieu de -0,7 % en province. L'augmentation du chômage a également été moins élevée. Entre le début de l'année 2008 et le troisième trimestre 2015, le taux régional a augmenté de 2,9 points, au lieu de 3,4 points en moyenne en France.

Depuis cette crise, et dans le contexte d'une croissance faible, l'Île-de-France connaît une situation plus favorable que la moyenne des autres régions. Entre 2009 et 2013, l'emploi y a augmenté de 0,5 % en moyenne par an (0,4 % en France).

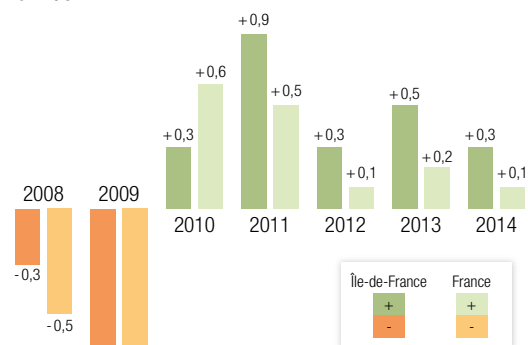
Au cours de l'année 2014¹, l'emploi augmente de 0,3 % en Île-de-France et de 0,1 % en France. En 2015, selon les résultats conjoncturels de l'emploi salarié, l'évolution est de 0,5 % en Île-de-France et l'emploi salarié se stabilise sur l'ensemble de la France².

L'Île-de-France compte fin 2014, plus de 900 000 demandeurs d'emploi. Parmi eux, 42 % sont des chômeurs de longue durée. Le taux de chômage est de 9,1 % en Île-de-France et de 10,2 % en France. La pauvreté atteint 15 % de la population et touche de nouvelles catégories. Les inégalités sont élevées. Les contrastes géographiques sont importants et tendent à se renforcer avec la crise. L'Île-de-France compte les deux départements les plus riches de France, les Hauts-de-Seine et Paris, et le plus pauvre, la Seine-Saint-Denis, en termes de revenus par habitant.

DES TRANSFORMATIONS PROFONDES, PLUS CRÉATRICES DE RICHESSE QUE D'EMPLOIS

L'économie régionale a connu ces dernières années une poursuite des évolutions déjà à l'œuvre depuis les années 1990 : le développement des services, le recul des activités de production, la montée en gamme des activités et des emplois, et la plus forte croissance du PIB par rapport à celle des emplois. Ainsi, entre 2000 et 2013, les emplois dans les services ont augmenté de 409 000 postes (+8 % sur la période), les emplois de l'industrie ont diminué de 144 000 postes (-23 % sur la période).

Évolution annuelle de l'emploi 2008-2014 en %





Dans toutes les grandes régions, la croissance du PIB est supérieure à celle des emplois. Cet écart s'accroît dans les années 2000, et davantage en Île-de-France. Une situation qui est plus marquée en Île-de-France qu'en province du fait de la forte présence dans la région d'activités à forte valeur ajoutée et peu intensives en main-d'œuvre. En 2013, le PIB par emploi s'y élève à 105 300 euros, pour 78 300 euros en province. Cet écart continue d'augmenter.

NUMÉRIQUE, ÉCONOMIE VERTE ET TRAVAIL INDÉPENDANT

Si les invariants précédents structurent l'évolution de l'économie francilienne, de profondes transformations sont aussi à l'œuvre et désormais parfaitement visibles et mesurables.

512 600 emplois dans le numérique

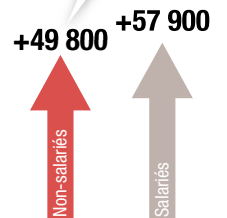
Le secteur du numérique, au croisement de l'industrie des TIC et des contenus créatifs compte, en 2012, 512 600 emplois en Île-de-France, dont 30 % dans la programmation et le conseil informatique. Entre 2007 et 2012, les emplois de l'économie numérique ont légèrement augmenté (+1,4 %, contre +1,9 % dans l'ensemble des secteurs d'activité). Ce secteur se caractérise par une croissance et une présence plus marquées des emplois non salariés, indépendants, free lance, professions libérales, chefs d'entreprise : 12 % au lieu de 9 % en moyenne.

De même, ces entreprises recherchent des localisations plus urbaines et centrales : 80 % des établissements ont une adresse au cœur de l'agglomération. L'impact du numérique dépasse les frontières de ces activités car c'est toute la société qui se transforme sous l'effet du processus de numérisation : généralisation des usages digitaux, arrivée de nouveaux acteurs économiques sur des marchés traditionnels comme les taxis, digitalisation des processus de fabrication et de prestations de services, etc. Le numérique transforme en profondeur l'Île-de-France et la présence d'un secteur fort dans ce domaine, appuyé par plusieurs pôles de compétitivité et clusters, comme Cap Digital, Systematic ou Opticsvalley, est un réel atout pour la région-capitale.

La transition écologique en marche

La transformation des modes de consommation et de production pour qu'ils deviennent moins polluants et moins consommateurs de ressources est engagée. Là encore, la région possède un vrai potentiel car on estime que l'économie verte en Île-de-France repose sur 246 000 professionnels opérant dans des secteurs au cœur de l'économie verte, ou dans ceux qui introduisent ces métiers pour modifier les « business models » et pratiques. Par ailleurs, les professions dites « verdissantes », qui intègrent des compétences environnementales, mais ne sont pas directement à finalité environnementale, sont estimées à 744 800 emplois.

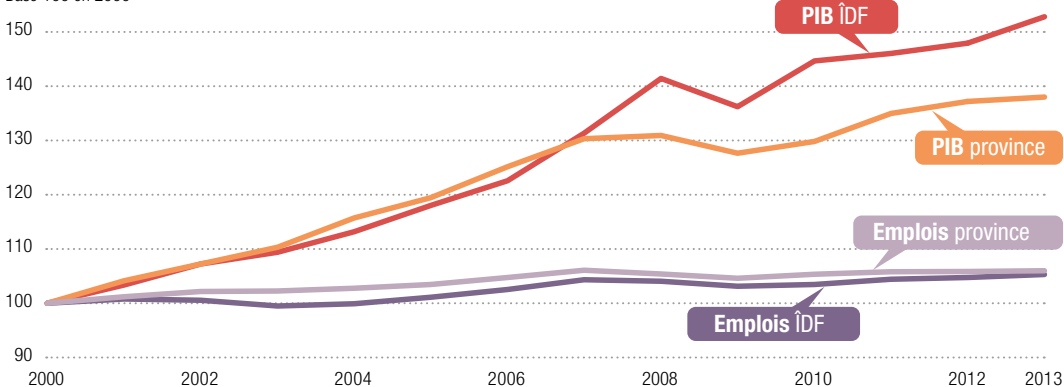
Les non-salariés représentent **46%** de la croissance d'emploi entre 2007 et 2012



© IAU îdF 2015
Source : Insee, estimations localisées d'emploi

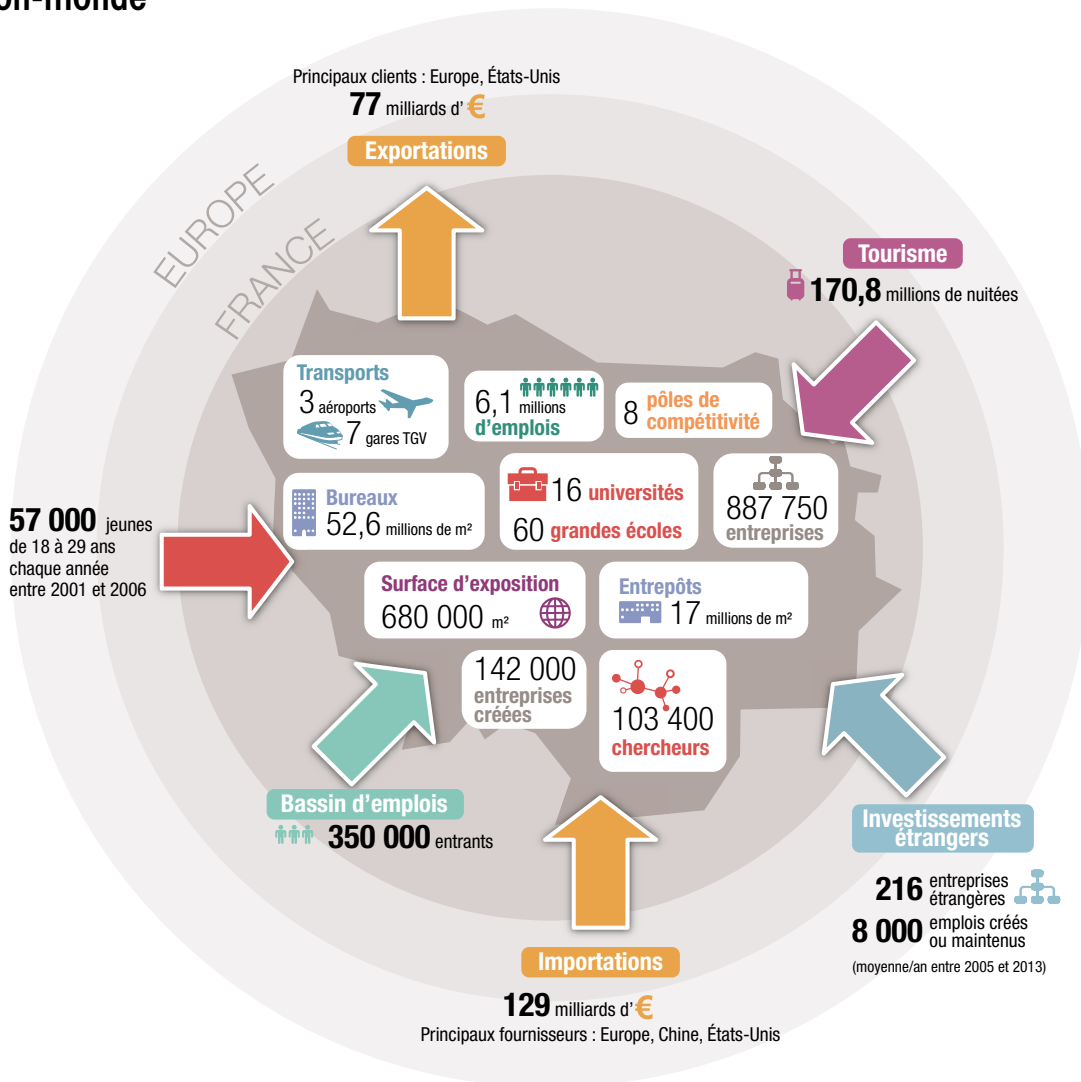
Évolution comparée du PIB et de l'emploi en Île-de-France et en province, 2000-2013

Base 100 en 2000



© IAU îdF 2015 - Source : Insee

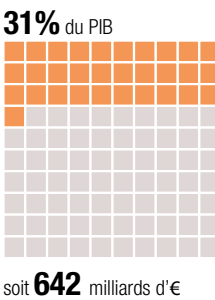
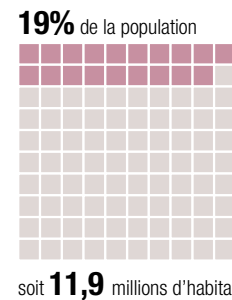
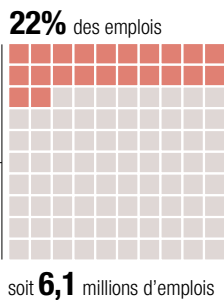
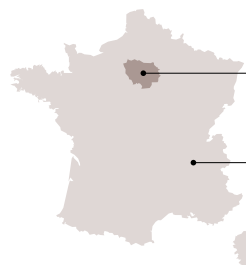
Quelques chiffres sur l'économie d'une région-monde



© IAU îdF 2015

Sources : Insee (population, emploi, entreprises) ; PRE/AFII (investissements étrangers) ; MESR (Recherche) ; direction générale des douanes (import-export) ; CRT (tourisme) ; Grecam (immobilier d'entreprise) ; ORIE (bureaux)

La région Île-de-France représente en France...



© IAU îdF 2015
 Source : Insee



Paul Lecoq/IAU idf



Gilles Monge



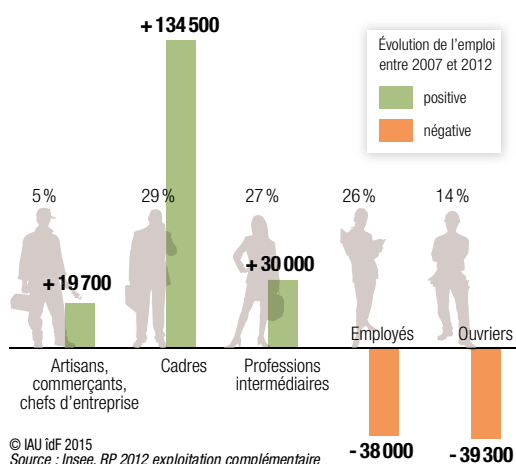
Alain Robert/IAU idf

La transformation écologique, certes encore fortement stimulée par des soutiens publics, est une formidable opportunité d'emplois, tant dans les secteurs au cœur de la révolution verte (bâtiment, transports ou éco-industries) que dans les autres secteurs économiques (automobile, numérique, biens de consommation, etc.). L'économie circulaire, encore au stade d'expérimentation en Île-de-France à travers 87 initiatives, devrait prendre de l'ampleur.

Des emplois plus diversifiés et indépendants

L'emploi non salarié (indépendants et employeurs) totalise près de la moitié des gains d'emplois entre 2007 et 2012. Cette évolution est à rapprocher des nouveaux modes d'organisation du travail et des entreprises qui, grâce au numérique, facilitent l'entrepreneuriat, distendent les liens entre le lieu de travail et le travail lui-même, stimulent le besoin de sociabilisation par des tiers-lieux, etc. En plus de ce phénomène de fond, l'essor des créations d'entreprises s'explique aussi par la crise : monter sa propre entreprise permet de créer son propre emploi. Autre évolution récente : le nombre d'employés diminue sensiblement entre 2007 et 2012 (-38 000). Un phénomène particulier à l'Île-de-France qui émerge dans un contexte favorable aux emplois les plus qualifiés. Le nombre d'emplois cadres a continué d'augmenter : +134 500 entre 2007 et 2012, et les emplois d'ouvriers de diminuer (-39 300).

Évolution de l'emploi entre 2007 et 2012 en Île-de-France



© IAU idf 2015
Source : Insee, RP 2012 exploitation complémentaire

LES ENTREPRISES ATTIRÉES PAR LE CENTRE DE L'AGGLOMÉRATION

L'activité économique est nettement plus concentrée et polarisée que la fonction résidentielle : 93 % des emplois, 96 % de surfaces de bureaux pour 89 % de la population sont localisés dans l'agglomération centrale. Paris et les 19 communes les plus importantes totalisent 50 % de l'emploi régional. Après un desserrement dans les années 1990, l'organisation spatiale se stabilise dans les années 2000, avec un dynamisme marqué de la proche couronne.

La crise économique a une forte traduction spatiale. En faisant baisser les prix immobiliers dans la zone centrale de la région, elle a provoqué un effet d'aubaine pour les activités économiques, qui ont ainsi pu accéder à des sites mieux dotés et à des prix inférieurs. Cette tendance a été accentuée par la livraison de projets immobiliers importants au cœur de l'agglomération.

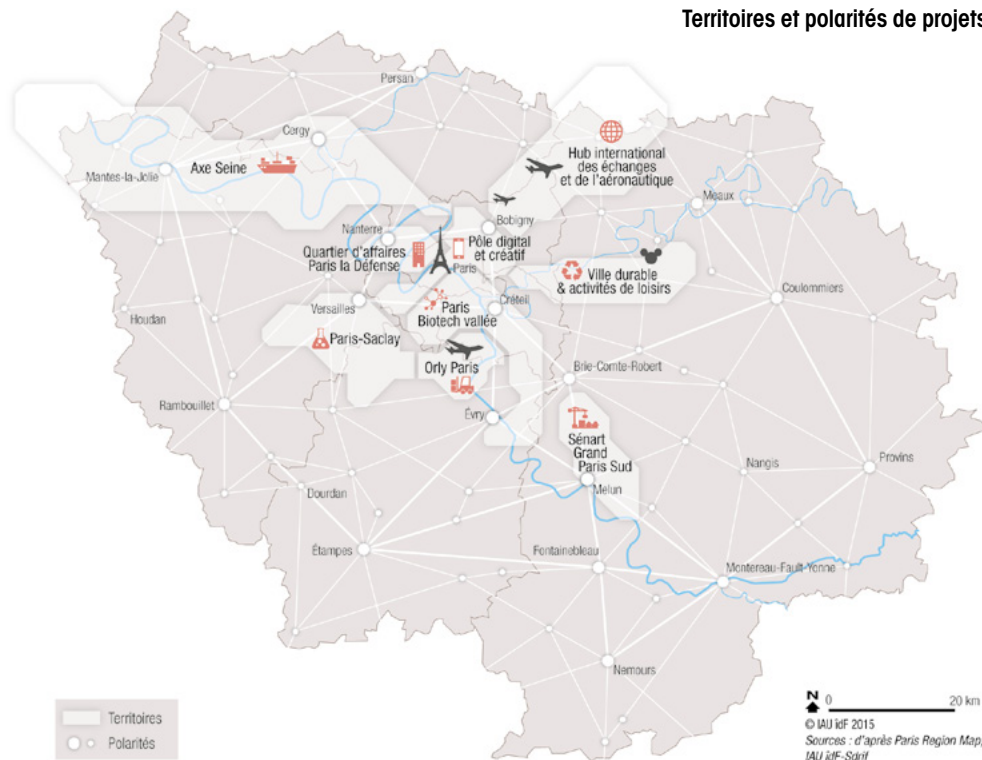
La crise n'est pas la seule explication. Les mutations du système productif se traduisent par l'éclosion accélérée d'entreprises qui privilégient l'urbain dans leurs critères de localisation. Le développement du « Silicon Sentier » et de capacités d'accueil massives pour les start-up et entrepreneurs dans de nouveaux lieux comme le Cargo ou l'Usine 10 l'illustre parfaitement. La société numérique a besoin d'urbanité pour croître.

Depuis le début des années 2000, stimulée par les facteurs cités plus haut et des transformations spatiales sans précédent, la proche couronne a connu une croissance de l'emploi supérieure à celle de Paris et, fait nouveau, de la grande couronne. La petite couronne a ainsi totalisé plus de la moitié (55 %) des gains d'emplois entre 2007 et 2012. La croissance des arrondissements et des communes situés à l'est et au nord de l'agglomération, durant cette période, contribue à réduire le déséquilibre avec l'ouest.

DES DÉFIS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX

À l'échelle francilienne, plusieurs défis économiques, sociaux et environnementaux se posent en 2016 : renforcer la performance de la région-capitale, s'adapter à une conjoncture économique instable, améliorer le rapport entre création

Territoires et polarités de projets



de richesse et création d'emplois, réduire le taux de chômage et la pauvreté, participer à la réduction des inégalités sociales et territoriales, proposer une meilleure qualité de vie (logement, aménités, santé, mobilité), faire baisser la dépendance aux énergies et aux ressources ainsi que la production de déchets.

À l'échelle internationale, le défi d'attractivité est majeur. Il apparaît nécessaire d'affirmer le positionnement économique de l'Île-de-France pour répondre aux initiatives lancées par les grandes régions métropolitaines existantes, comme Londres ou New York, mais aussi de nouveaux entrants comme Berlin, Dubaï ou Shanghai. Celles-ci investissent largement le champ de l'innovation et menacent également directement nos positions établies dans de nombreux domaines plus traditionnels : le tourisme de loisirs et d'affaires, le luxe ou encore les services urbains.

11 ENJEUX IDENTIFIÉS

Pour améliorer la situation et l'emploi des Franciliens, l'étude identifie 11 enjeux organisés autour de trois axes : accompagner l'adaptation de l'économie aux transformations majeures, maintenir une économie régionale diversifiée et compétitive, et construire un développement économique ancré dans les territoires franciliens.

Ces enjeux concernent de nombreux champs d'investigation pour le futur schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII, voir encadré p. 2) tels que le marketing territorial, la qualité de vie, la recherche et l'innovation, les réseaux, les expérimentations, la formation, les infrastructures, l'immobilier d'entreprise, etc. Ils montrent également que les initiatives à l'échelle de territoires franciliens pertinents, comme l'illustre la carte ci-dessus, peuvent être des leviers pour contribuer au développement économique de la région-capitale. Bien sûr, le Grand Paris joue également un rôle majeur dans la transformation et l'attractivité internationale de la région. ■

Pascale Leroi, économiste
sous la responsabilité de Vincent Gollain, directeur du département économie

1. Insee, Estel, emploi total, année provisoire.
2. Insee, Estel, emploi salarié, évolution sur un an (2^e trimestre 2015/ 2^e trimestre 2014).

RESSOURCES

- Aussillous Charlotte, Baudrand Vincent, Leseq Guillaume, *Spécialisation des pôles d'emploi franciliens, situation et tendances 2000-2010*, DRIEA, mars 2015.
- Camors Carine, Dezenaire Florent, Cyrille Godonou, Renouvel Sophie, Roger Sandra, Soulard Odile, « Économie numérique : 80 % des établissements franciliens en cœur d'agglomération », *Note rapide n° 710* ; « Économie numérique : une dynamique d'emploi portée par les non-salariés », *Note rapide n° 711*, IAU îdF, mars 2016.
- Camors Carine, Lopez Cristina, « Emplois et professions de l'économie verte : une réalité multiple en Île-de-France », *Note rapide*, n° 691, IAU îdF, juillet 2015.
- Delaporte Carole, Tarquis Christine, *Modalités de développement du commerce. Situation et tendances en Île-de-France*, IAU îdF, juillet 2015.
- Gueymard Sandrine, Cristina Lopez, « L'économie circulaire : un nouvel axe stratégique pour l'Île-de-France », IAU îdF, *Note rapide*, n° 706, décembre 2015.
- Petit Thierry, « Les industriels restent attachés à l'Île-de-France », *Note rapide*, n° 704, IAU îdF, novembre 2015.
- *Les trajectoires de l'économie francilienne, constats et enjeux*, IAU îdF, mars 2016.



L'intégralité de ce rapport est téléchargeable sur le site de l'IAU îdF. <http://www.iau-idf.fr/savoir-faire/nos-travaux/economie.html>



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Fouad Awada
RÉDACTION EN CHEF
Isabelle Barazza
MAQUETTE
Élodie Beaugendre
INFOGRAPHIE - CARTOGRAPHIE
Pascale Guéry

MÉDIATHÈQUE/PHOTOTHÈQUE
Claire Galopin, Julie Sarris
FABRICATION
Sylvie Coulomb
RELATIONS PRESSE
Sandrine Kocki
sandrine.kocki@iau-idf.fr

IAU île-de-France
15, rue Falguière
75740 Paris Cedex 15
01 77 49 77 49

ISSN 1967-2144
ISSN ressource en ligne
2267-4071

www
www.iau-idf.fr

